PRÉCIS DE CULTURE JURIDIQUE

Grand oral

Sous la direction de François-Xavier LUCAS et Thierry REVET

2e édition
PRÉCIS DE CULTURE JURIDIQUE

Sous la direction de

François-Xavier Lucas
Professeur à l’École de droit de la Sorbonne
(Université Paris 1)

Thierry Revet
Professeur à l’École de droit de la Sorbonne
(Université Paris 1)

2e édition
Dans la même collection

Thierry REVET, François-Xavier LUCAS (dir.), *Précis de culture juridique*, 2e éd., 2018.

© 2018, Lextenso éditions, LGDJ
70, rue du Gouverneur Général Éboué
92131 Issy-les-Moulineaux Cedex
ISBN : 978-2-275-06035-4
PARTIE 1
LE SOCLE COMMUN D’UNE CULTURE JURIDIQUE GÉNÉRALE ...... 15

TITRE 1
Le système juridique .................................................................................... 17
Le droit français ........................................................................................ 19
Les systèmes de droits étrangers ...................................................... 69
Histoire du droit ................................................................................ 83
À l’origine des droits de l’homme et des droits fondamentaux : les grands textes fondateurs ........................................... 97
La doctrine ...................................................................................... 105
Philosophie du droit ........................................................................ 113
Éléments d’ épistémologie juridique ............................................. 121
Droit et Littérature ........................................................................ 127

TITRE 2
Les personnes .................................................................................. 137
La personne juridique .................................................................... 139
La personne humaine .................................................................... 153
La personne morale ........................................................................ 161
## PRÉCIS DE CULTURE JURIDIQUE

### TITRE 3

<table>
<thead>
<tr>
<th>Les droits et les libertés</th>
<th>167</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Les droits subjectifs</td>
<td>169</td>
</tr>
<tr>
<td>Les libertés</td>
<td>185</td>
</tr>
<tr>
<td>La sanction des droits</td>
<td>191</td>
</tr>
<tr>
<td>Les magistrats</td>
<td>199</td>
</tr>
<tr>
<td>L’avocat garant des droits et libertés</td>
<td>211</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### PARTIE 2

**LES LIBERTÉS ET LES DROITS FONDAMENTAUX À L’ÉPREUVE DE LA CULTURE JURIDIQUE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>La nationalité</th>
<th>219</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>La bioéthique</td>
<td>227</td>
</tr>
<tr>
<td>Les droits politiques</td>
<td>239</td>
</tr>
<tr>
<td>Le droit à la sûreté</td>
<td>247</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté d’aller et venir</td>
<td>251</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté d’opinion</td>
<td>257</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté d’expression</td>
<td>263</td>
</tr>
<tr>
<td>Le droit à un procès équitable</td>
<td>269</td>
</tr>
<tr>
<td>Religions versus laïcité</td>
<td>277</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté religieuse</td>
<td>289</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté d’association</td>
<td>297</td>
</tr>
<tr>
<td>Le droit de propriété</td>
<td>303</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté contractuelle</td>
<td>311</td>
</tr>
<tr>
<td>Le droit au respect de la vie privée</td>
<td>325</td>
</tr>
<tr>
<td>La liberté d’entreprendre</td>
<td>333</td>
</tr>
</tbody>
</table>
La liberté du travail ................................................................. 341
Les libertés familiales ............................................................ 353
Les droits économiques et sociaux en débat ...................... 363
Les libertés numériques .......................................................... 377
Liste des auteurs

Mathias AUDIT, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Bernard BEIGNIER, Professeur des Universités, doyen honoraire de la Faculté de Toulouse 1 Capitole
Jean-Sylvestre BERGÉ, Professeur à l’Université de Lyon, membre de l’Institut universitaire de France
Jean-René BINET, Professeur à l’Université Rennes 1
Xavier BIOY, Professeur agrégé de droit à l’Université Toulouse 1 Capitole
Philippe BLACHÈR, Professeur à l’Université de Lyon (Jean Moulin), Directeur de l’équipe de droit public (EA 666)
Pierre BONIN, Professeur d’histoire du droit à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Pierre BRUNET, Professeur de droit public à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
David CAPITANT, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Jean-Marie CARBASSE, Professeur émérite de l’Université de Montpellier
Paul CASSIA, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Nicolas DISSAUX, Professeur à l’Université Lille 2, Rédacteur en chef de la revue Droit & Littérature
Emmanuel DREYER, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
William DROSS, Professeur à l’Université Jean Moulin Lyon 3
Philippe DUPICHOT, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Xavier DUPRÉ DE BOULOIS, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Muriel FABRE-MAGNAN, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Julia HEINICH, Professeur à l’Université de Bourgogne
Jean-Paul JEAN, Président de chambre à la Cour de cassation
Yves-Marie LAITHIER, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)
Thierry Lé BARS, Professeur de droit privé, ancien doyen de la Faculté de droit de l’Université de Caen Basse-Normandie

Hervé LÉCUYER, Professeur à l’Université Paris II Panthéon-Assas

Anne-Marie LE POURHIEL, Professeur de droit public à l’Université Rennes 1

Grégoire LOISEAU, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

François-Xavier LUCAS, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Aram MARDIROSSIAN, Professeur agrégé des facultés de droit à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1), Directeur d’études à l’École Pratique des Hautes Études – V² section (Sciences religieuses)

Jean-Pierre MARGUÉNAUD, Professeur à la Faculté de Droit et des sciences économiques de l’Université de Limoges

Denis MAZEAUD, Professeur à l’Université Paris II Panthéon-Assas

Étienne PATAUT, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1) – IRJS

Laurent PFISTER, Professeur agrégé des facultés de droit à l’Université Paris II Panthéon-Assas

Marc PICHARD, Professeur à l’Université Paris-Nanterre

Louis-Frédéric PIGNARRE, Professeur à la Faculté de Droit et de Science politique de Montpellier

Jean-Emmanuel RAY, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Jean-François RENUCCI, Professeur à l’Université Côte d’Azur, Faculté de Droit, CERDP

Thierry REVET, Professeur à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Jean-Christophe SAINT-PAU, Professeur à l’Université de Bordeaux, Doyen de la faculté de droit et science politique

Jean-Baptiste SEUBE, Doyen honoraire de la Faculté de droit et d’économie de La Réunion

Carbon DE SEZE, Avocat à la Cour

David SOLDINI, Maître de conférences à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1), Directeur des études de l’Institut d’études judiciaires « Jean Domat »

Yves STRICKLER, Professeur à l’Université Côte d’Azur, Faculté de droit et science politique de Nice, CERDP

Nicolas WAREMOUBR, Professeur agrégé des facultés de droit à l’École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Célia ZOLYNISKI, Professeur à l’Université Versailles-Saint Quentin – Paris Saclay
Peut-on sérieusement assigner à un précis l’ambition de ramasser en quelques pages la substance de la culture que les juristes ont en commun et qui pour cette raison peut être dite générale ? La culture générale, serait-elle juridique, se prête mal à la synthèse et l’idée de la mettre en fiches ne convainc pas d’emblée. Si la question se pose, la meilleure réponse à y apporter est celle qu’ont faite les quarante auteurs de ce Précis, qui, ayant mis leur enthousiasme et leur plume au service de cette œuvre collective, ont dissipé toute hésitation sur la légitimité de l’entreprise.

Pour autant, ce livre ne prétend pas répondre à la question de savoir ce qu’est la culture juridique. Plus exactement, il n’apporte pas la réponse à cette question délicate mais une réponse. Une réponse éditoriale précisément, formulée en écho à une inquiétude, née chez les candidats à l’examen d’accès à la profession d’avocat, rénové par un décret et un arrêté en date du 17 octobre 2016. La réforme de cet examen a considérablement simplifié les épreuves d’admission, n’en laissant subsister que deux, l’une de langue, l’autre dite de grand oral, un grand oral dont la durée est portée à quarante-cinq minutes, dont le coefficient passe de 3 à 4 et dont l’objet est modifié puisque, s’il porte toujours sur un sujet relatif à la protection des libertés et des droits fondamentaux, il doit désormais permettre d’apprécier les connaissances du candidat, sa culture juridique, son aptitude à l’argumentation et à l’expression orale, là où jusqu’à présent le sujet relatif à la protection des libertés et des droits fondamentaux ne visait qu’à apprécier l’aptitude à l’argumentation et à l’expression orale du candidat. Le programme de cette épreuve de grand oral est fixé par l’annexe de l’arrêté, lequel annonce quatre thèmes : la culture juridique générale, l’origine et les sources des libertés et droits fondamentaux, le régime juridique des libertés et droits fondamentaux, les principales libertés et les principaux droits fondamentaux.

Cette réforme est convaincante. Elle donne de la profondeur à un grand oral qui, limité à une discussion portant sur les libertés et droits fondamentaux, manquait trop souvent de consistance, quand il ne virait pas aux discussions de comptoir. En permettant au jury de s’assurer des connaissances du candidat, les auteurs de la réforme ont fait œuvre utile et rehaussé l’intérêt de cette épreuve fondamentale. C’est d’autant plus vrai que ce ne sont pas n’importe quelles connaissances qu’il s’agit d’apprécier. Ce ne sont pas celles qui, étant spécialisées et dictées par l’actualité, sont vouées à l’obsolescence, mais celles qui constituent les fondations de l’édification d’un savoir, sans lesquelles on n’est pas armé pour pratiquer le droit et accéder à une carrière d’avocat.
Il n’en demeure pas moins qu’en redessinant le programme de ce grand oral, le nouveau régime de l’examen d’accès au barreau a fait naître une certaine perplexité tant chez les candidats que chez les examinateurs qui auront à sonder l’étendue de leur culture juridique. Car, autant il est aisé d’identifier les limites de matières connues donnant lieu à des enseignements bien identifiés dans les facultés de droit, autant il est délicat de préciser les contours de la culture générale, ne serait-elle que juridique, la difficulté étant rendue plus aiguë par le silence conservé à cet égard par les rédacteurs de l’arrêté fixant le programme de l’examen. Là où chacune des matières d’admissibilité et même la notion de droits fondamentaux, mise au programme de l’admission, sont décrites par l’annexe de l’arrêté, les textes restent désespérément muets lorsqu’il s’agit de délimiter le domaine de cette culture générale sur laquelle les candidats vont désormais être interrogés.

Ce livre a eu pour ambition de tracer les frontières du nouvel examen et de dessiner le contenu de cette épreuve rénovée dont les textes n’ont pas précisé les contours. Le confort des candidats y trouvera son compte. L’équité aussi puisqu’il n’est pas pire violence faite à un candidat que de le soumettre à la question – c’est alors de torture dont il s’agit – sur un sujet présentant un lien incertain avec le programme de l’examen. Or, le risque existe, avec cette culture générale aux confins infinis et mystérieux, de voir un examinateur peu lucide – ou désireux de signaler sa science de spécialiste – amener un malheureux candidat sur un terrain inconnu du plus grand nombre. Ce serait évidemment dénaturer l’épreuve que de permettre aux membres du jury d’en définir le contenu à leur guise et d’imaginer qu’ils pourront faire porter leurs questions sur n’importe sujet qu’ils jugeraient bon d’aborder. Ce n’est pas la culture de l’examineur qui a été portée au programme de l’examen mais LA culture juridique que les juristes ont en commun d’où l’épithète « générale », opportunément ajoutée par l’annexe de l’arrêté, qui prend ici tout son sens.

Évidemment, l’exercice de délimitation est délicat, périlleux même, en ce qu’il s’expose à la critique. L’arpentage du champ de la connaissance juridique en révèle la si considérable immensité que le bornage s’avère délicat et son résultat voué à décevoir. L’ambition de ce précis a été de faire traiter par les meilleurs auteurs ces thèmes qui nous sont apparus constituer le socle de la connaissance juridique et les fondations que tout juriste doit s’approprier s’il entend faire du droit sa profession. Ces belles contributions constituent un vade-mecum dont les jurys et les candidats ne vont pas tarder à mesurer l’utilité. Évidemment, son utilisation ne dispense pas d’approfondir tel ou tel point essentiel en consultant un bon manuel d’introduction au droit.

L’agrégation des développements qui forment ce manuel fait prendre conscience de ce qu’il existe bien une culture juridique générale, laquelle, contrairement à ce qu’affirme une boutade triviale, n’est pas ce qui reste quand on a tout oublié... C’est même tout le contraire puisqu’il faut y voir ce qu’il ne nous est pas permis d’oublier. Pour l’homme de loi, il existe un fonds de connaissances qu’il doit maîtriser quelles que soient sa spécialité et la profession qu’il exerce. Peut-on se dire juriste si l’on n’est pas capable d’expliquer le principe de non-rétroactivité de la loi, la théorie du patrimoine, la construction de l’abus de droit, si l’on ne sait pas ce qu’est la loi, comment elle se forge et à quels contrôles de conformité elle se trouve assujettie ? Est-on juriste si l’on n’a pas une connaissance minimum de la façon dont se réalisent les droits, qu’il s’agisse de connaître les principes fondamentaux qui gouvernent la preuve, l’instance ou encore l’organisation juridictionnelle ? Appartient-on à la famille des praticiens du droit si l’on n’a pas quelque idée des
grandes créations jurisprudentielles et doctrinales qui ont jalonné l’édification de notre droit positif, si l’on ne vibre pas à l’évocation de quelque disputatio fameuse ou tout simplement de quelque époque glorieuse ayant vu naître nos codes ? Poser ces questions c’est y répondre et il va de soi que l’on ne peut exercer cet art exigeant qu’est le droit, particulièrement s’il s’agit de le faire en portant la belle robe de l’avocat, sans être muni de ce viatique, ramassé dans ces quelques pages. Il s’agit maintenant pour les candidats de vérifier qu’ils ont la maîtrise de ces connaissances essentielles, ce qu’ils feront en usant sans modération de ce livre voué à devenir le bréviaire de leur été de révisions.

Puisse ce Précis rappeler à tous ceux que l’extrême technicisation, la bureaucratisation hystérique et le cloisonnement toujours plus poussé du droit – ou de ce qui se prétend en être – ont fait oublier que non seulement le droit est avant tout un art, mais que, comme tous les arts, il n’est, fondamentalement, qu’un phénomène culturel, autrement dit ce par quoi les sociétés humaines se constituent comme telles et qui leur donne toute leur singularité.

François-Xavier Lucas  
*Professeur à l’École de droit de la Sorbonne*  
*(Université Paris 1)*

Thierry Revêt  
*Professeur à l’École de droit de la Sorbonne*  
*(Université Paris 1)*